

Les inégalités entre ménages dans les comptes nationaux

Des écarts plus marqués sur les revenus que sur la consommation

Maryse Fesseau, département des Comptes nationaux, Insee
Vanessa Bellamy et Émilie Raynaud, département des Prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie des ménages, Insee

En 2003, les 20 % de ménages les plus aisés disposent de 40 % du revenu disponible, la part du revenu reçue par les 20 % les plus modestes atteignant quant à elle 8 %. Cette diversité de situations concerne aussi la structure des dépenses de consommation : les ménages les plus modestes se signalent par la forte part des dépenses consacrée à l'alimentation et la part plus faible dédiée aux loisirs et à la culture. L'épargne des ménages est très fortement concentrée sur les hauts revenus ; les plus modestes, comme les plus jeunes, ont une épargne en moyenne négative. Les transferts privés compensent cependant en partie la faiblesse des revenus des ménages les plus pauvres.

En 2003, en France métropolitaine, un ménage dispose d'un revenu disponible (*définitions*) annuel par unité de consommation (*définitions*) de 24 910 euros en moyenne. Il consacre 83 % de ce revenu à des dépenses de consommation (*définitions*), concentrées aux deux tiers sur quatre postes : le logement, l'alimentation, les transports et les loisirs. Le reste, 17 %, est épargné. Cependant, ces chiffres tirés des comptes nationaux diffèrent de ce que les ménages vivent à travers leur situation personnelle, car un ménage « moyen » n'est qu'une construction statistique.

L'analyse du compte des ménages selon le niveau de vie, la composition familiale, l'âge ou la catégorie socioprofessionnelle permet de relier description macroéconomique et réalité vécue au niveau individuel (*encadré*).

Le revenu disponible des ménages les plus aisés, cinq fois plus élevé que celui des plus modestes

Les ménages sont répartis par niveau de vie (*définitions*) croissant en cinq quintiles, représentant chacun 20 % de l'ensemble, soit cinq millions de ménages. Les 20 % des ménages les plus aisés disposent de 40 % du revenu disponible total et les 20 % les plus modestes en reçoivent 8 % (*tableau 1*). Le revenu disponible par unité de consommation des plus aisés (50 030 euros) est ainsi en moyenne 5,0 fois plus élevé que celui des plus modestes (10 080 euros). Pour les ménages les plus modestes, les prestations (vieillesse, chômage, prestations familiales, minima sociaux) constituent 52 % du revenu disponible, contre 25 % à 35 % pour les autres quintiles. En revanche, pour les plus aisés, ce sont les revenus du patrimoine (revenus financiers et revenus fonciers), à 32 % du revenu disponible, qui les distinguent du reste des ménages.

La part des revenus du patrimoine est croissante avec le niveau de vie : du premier quintile (8 %) au quatrième (18 %), ils sont principalement constitués des loyers imputés (*définitions*) aux propriétaires occupant leur logement. Pour les plus aisés, les revenus du patrimoine se partagent quasiment à égalité entre revenus immobiliers et revenus financiers. De fait, l'ensemble des revenus financiers se concentre à 81 % dans le haut de la distribution.

Alimentation, loisirs et culture : une forme de « marqueurs sociaux »

Les dépenses de consommation augmentent avec le niveau de vie : elles s'élèvent à 9 930 euros en moyenne par unité de consommation pour les ménages du premier quintile et atteignent 33 140 euros à l'autre extrême de la distribution (*tableau 2*). Les différences de

INSEE
PREMIERE

1 Revenu disponible des ménages selon le niveau de vie en 2003

	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Ensemble
Total (en milliards d'euros)	78,7	130,3	169,2	218,0	397,3	993,4
Montant annuel moyen par UC (en euros)	10 080	16 410	21 040	26 750	50 030	24 910
Structure (en %)						
Revenus d'activité, dont :	67	94	102	104	89	93
cotisations employeurs	14	23	26	26	20	22
cotisations salariés et non-salariés	8	10	11	11	10	10
Revenus du patrimoine, dont :	8	11	14	18	32	21
revenus financiers	1	2	2	4	17	9
Impôts	-5	-7	-10	-13	-20	-14
Cotisations	-22	-33	-36	-37	-30	-32
Prestations, dont :	52	35	30	27	25	30
vieillesse	21	19	19	18	20	19
chômage	6	4	3	3	2	3
autres (prestations familiales, minima sociaux...)	25	12	8	6	3	8
Autres transferts	1	0	0	1	4	2

Lecture : pour 100 de revenu disponible, les ménages les plus modestes (premier quintile, Q1) ont en moyenne 67 de revenus d'activité, 53 de prestations et transferts et 8 de revenus du patrimoine (revenus fonciers et financiers), qui sont diminués de 27 d'impôts et de cotisations. La masse totale de revenu disponible des ménages du premier quintile s'élève à 78,7 milliards d'euros en 2003, soit en moyenne 10 080 euros par an et par unité de consommation (UC).

Champ : ménages ordinaires résidant en France métropolitaine ; services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim) exclus.

Sources : Insee, comptes nationaux 2003, enquêtes SRCV 2004, Revenus fiscaux 2003, Budget de famille 2006.

2 Dépense de consommation des ménages selon le niveau de vie en 2003

	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Ensemble
Montant annuel moyen par UC (en euros)	9 930	15 450	19 760	24 420	33 140	20 590
Structure (en %)						
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	20	17	16	14	12	15
Boissons alcoolisées et tabac	5	4	4	3	2	3
Articles d'habillement et chaussures	5	5	5	5	5	5
Logement, eau, gaz, électricité, autres combustibles, dont :	24	23	25	25	25	25
loyers réels	7	6	5	3	2	4
loyers imputés	7	10	14	16	17	14
eau, gaz, électricité...	10	7	6	6	6	7
Meubles, entretien courant de l'habitation	5	6	5	6	8	6
Santé	5	4	4	3	2	3
Transports	12	14	16	15	14	14
Communication	4	3	3	3	2	3
Loisirs et culture	7	9	9	10	11	10
Éducation	1	0	1	1	1	1
Hôtels, cafés et restaurants	4	5	5	6	7	6
Autres biens et services	9	9	9	9	10	9

Lecture : en 2003, les ménages les plus modestes (premier quintile, Q1) dépensent en moyenne sur l'année 9 930 euros par unité de consommation (UC) ; 20 % de cette dépense est affectée aux produits alimentaires contre 15 % pour le ménage moyen.

Champ : ménages ordinaires résidant en France métropolitaine ; Sifim exclus.

Sources : Insee, comptes nationaux 2003, enquêtes SRCV 2004, Revenus fiscaux 2003, Budget de famille 2006.

3 Dépenses pré-engagées selon le niveau de vie en 2003

	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Ensemble
Montant annuel moyen par UC (en euros)						
Revenu disponible (RD)	10 080	16 410	21 040	26 750	50 030	24 910
Dépenses pré-engagées	3 300	4 840	6 280	7 780	10 300	6 510
Revenu arbitrage	6 780	11 570	14 760	18 970	39 730	18 400
Dépenses pré-engagées (en % du RD)	33	29	30	29	21	26

Note : l'étude permet d'approcher le concept de dépenses pré-engagées sans toutefois en retrouver le contour exact. Ainsi, par exemple, les dépenses d'assurance-vie ne peuvent pas être isolées de l'ensemble des dépenses d'assurance alors qu'elles sont hors champ des dépenses pré-engagées (définitions).

Lecture : en 2003, les ménages les plus modestes (premier quintile, Q1), dépensent en moyenne 3 300 euros par unité de consommation (UC) pour des dépenses pré-engagées, ce qui représente 33 % de leur revenu disponible (10 080 euros en moyenne).

Champ : ménages ordinaires résidant en France métropolitaine ; Sifim exclus.

Sources : Insee, comptes nationaux 2003, enquêtes SRCV 2004, Revenus fiscaux 2003, Budget de famille 2006.

consommation sont donc moins grandes entre ménages modestes et ménages aisés que les écarts de revenus (3,3 contre 5,0). Si un ménage aisé dépense trois fois plus qu'un ménage modeste, la structure de sa consommation diffère également. Ainsi, les ménages les plus modestes consacrent 20 % de leur dépense de consommation à l'alimentation, soit 8 points de plus que les plus aisés. À l'inverse, ils consacrent 7 % de leurs dépenses en loisirs et culture, soit 4 points de moins que les plus aisés.

Si la part des dépenses consacrées au logement varie relativement peu selon le niveau de vie, les différences sont beaucoup plus grandes lorsqu'on distingue loyers imputés et loyers réels. Les loyers imputés représentent 17 % des dépenses des ménages les plus aisés, soit 10 points de plus que pour les plus modestes. Les ménages les plus riches sont plus souvent propriétaires : 84 % des ménages les plus aisés sont propriétaires ou accédants à la propriété, tandis que 69 % des ménages les plus modestes sont locataires.

Un tiers du revenu disponible des ménages consacré aux dépenses pré-engagées, sauf pour les plus aisés

Logement, services de télécommunications, assurances, services financiers..., certaines dépenses de consommation sont réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable ou peu arbitrage à court terme. Ces dépenses, dites « pré-engagées » (définitions), représentent un tiers du revenu des ménages les plus modestes, contre un cinquième chez les plus aisés (tableau 3). En effet, même si les dépenses pré-engagées augmentent avec le niveau de vie, elles augmentent moins que le revenu pour les plus aisés.

Une fois ces dépenses pré-engagées effectuées, le revenu restant, qualifié d'« arbitrage » (définitions), est utilisé à financer les autres dépenses de consommation (alimentaire, habillement, transports, loisirs, ...) ou à épargner.

Le revenu arbitrage par unité de consommation est en moyenne de 6 780 euros chez les plus modestes, contre 39 730 euros chez les plus aisés : soit un écart de 1 à 5,9 (contre 1 à 5,0 pour le revenu disponible). Les disparités sont ainsi plus

importantes sur la partie du revenu qui peut être plus librement consacrée à l'arbitrage entre consommation et épargne.

Les revenus des plus modestes peinent à couvrir leur consommation

Le taux d'épargne (*définitions*), globalement croissant avec le niveau de vie, est particulièrement élevé (de l'ordre de 35 %) pour les 20 % les plus aisés (*graphique 1*). Ces derniers dégagent ainsi 80 % de l'épargne

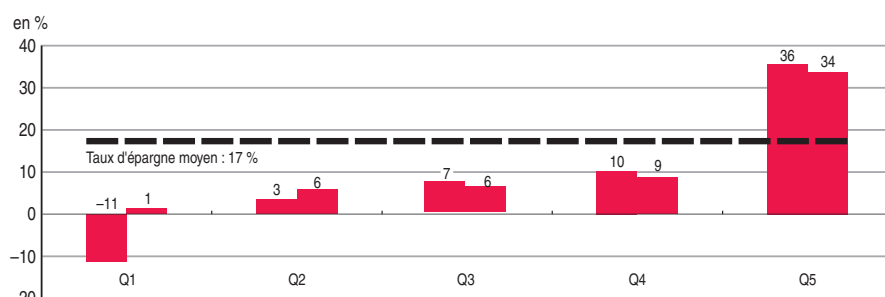
totale des ménages en 2003. Le taux d'épargne des plus modestes se situe, selon la méthode d'estimation utilisée, entre -11 % et 1 %. La consommation des plus modestes a ainsi très probablement excédé en 2003 la somme des revenus qu'ils ont perçus.

Au niveau individuel, différentes situations peuvent expliquer un tel décalage entre revenu et consommation courante une année donnée : par exemple, une dépense exceptionnelle comme l'achat d'un véhicule, le coût des études, ou encore une chute de revenus due à une période de

chômage ou d'inactivité, alors qu'un certain niveau de consommation doit être maintenu. Le surcroît de consommation de ces ménages peut être financé par un crédit, par une épargne précédemment accumulée ou par l'entraide familiale.

Le taux d'épargne croît en général avec l'âge de la personne de référence du ménage (*graphique 2*). Il diminue toutefois pour la tranche d'âge 60-69 ans, mais remonte ensuite. Le pic pour les plus âgés peut traduire un souhait d'épargne de précaution ou de transmission, mais aussi l'habitude des générations plus anciennes de moins consommer. Comme pour les plus modestes, le taux d'épargne des plus jeunes est globalement négatif (-10 %).

① Taux d'épargne selon le niveau de vie en 2003

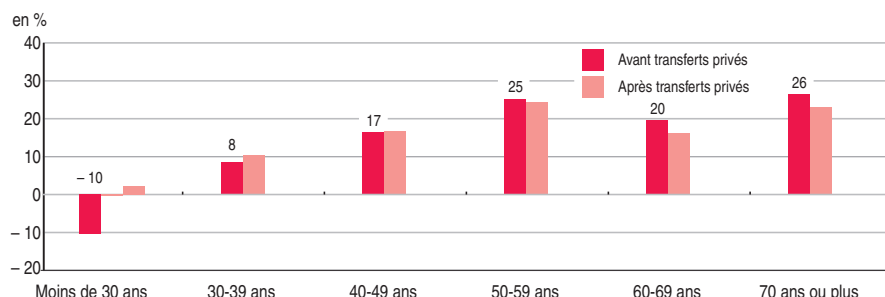


Note : compte tenu de l'imprécision des taux d'épargne selon le niveau de vie, en particulier pour les plus modestes, deux estimations sont présentées. Elles se différencient par les redressements effectués dans l'enquête Budget de famille.

Champ : ménages ordinaires résidant en France métropolitaine ; Sifim exclus.

Sources : Insee, comptes nationaux 2003, enquêtes SRCV 2004, Revenus fiscaux 2003, Budget de famille 2006.

② Taux d'épargne avant et après transferts privés selon l'âge de la personne de référence en 2003

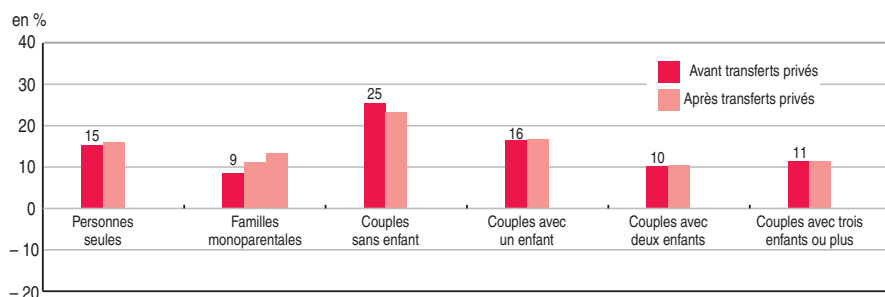


Note : selon les modalités de calcul retenues pour estimer les transferts privés, les résultats peuvent être différents. Deux estimations du taux d'épargne après transferts privés sont présentées pour les moins de 30 ans car les résultats s'écartent de deux points ou plus.

Champ : ménages ordinaires résidant en France métropolitaine ; Sifim exclus.

Sources : Insee, comptes nationaux 2003, enquêtes SRCV 2004, Revenus fiscaux 2003, Budget de famille 2006.

③ Taux d'épargne avant et après transferts privés selon la composition familiale en 2003



Note : selon les modalités de calcul retenues pour estimer les transferts privés, les résultats peuvent être différents. Deux estimations du taux d'épargne après transferts privés sont présentées pour les familles monoparentales car les résultats s'écartent de deux points ou plus.

Champ : ménages ordinaires résidant en France métropolitaine ; Sifim exclus.

Sources : Insee, comptes nationaux 2003, enquêtes SRCV 2004, Revenus fiscaux 2003, Budget de famille 2006.

Les transferts privés compensent en partie la faiblesse des revenus des plus jeunes

L'introduction des aides financières entre ménages (pensions alimentaires, aides des parents à un enfant parti vivre seul...) modifie le profil des taux d'épargne (*graphique 2*). Ces transferts privés (*définitions*), en grande partie versés par les ménages de 50 ans ou plus, augmentent nettement le taux d'épargne des ménages les plus jeunes : négatif avant transferts, il ne l'est plus après. Les aides financières reçues par les plus jeunes, ajoutées à leur revenu, leur permettent donc de couvrir leurs dépenses de consommation. Les familles monoparentales bénéficient également fortement de ces transferts, qui incluent les pensions alimentaires (*graphique 3*).

Sources

La décomposition du compte des ménages s'appuie sur les comptes nationaux de l'année 2003 et sur cinq enquêtes de l'Insee portant sur les revenus et la consommation : le dispositif statistique sur les ressources et les conditions de vie de 2004 (SRCV), les enquêtes Revenus fiscaux de 2003, Budget de famille de 2006, Logement de 2002 et Santé de 2003. Les données sociodémographiques sont issues de l'enquête Emploi et du compte satellite du logement pour 2003.

Définitions

En comptabilité nationale, le revenu disponible brut, appelé ici **revenu disponible**, comprend les revenus d'activité (salaires et traitements bruts des ménages, bénéfices des entrepreneurs individuels), les revenus du patrimoine hors plus-values

latentes ou réalisées (dividendes, intérêts et loyers), les transferts (notamment les indemnités d'assurance nettes des primes) et les prestations sociales (pensions de retraite, indemnités de chômage, allocations familiales, minima sociaux, etc.). Le revenu disponible brut est diminué des impôts (principalement impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG et CRDS) et des cotisations sociales.

Pour les comptes nationaux, tous les transferts entre ménages résidents sont globalement neutres et ne font donc pas l'objet d'évaluations : transferts monétaires (pensions alimentaires, aides financières), achats et ventes de biens.

Dans le cadre de la décomposition du compte des ménages par catégorie, des flux de revenus désignés par le terme « **transferts privés** » ont dû être introduits car ils ne sont pas uniformément répartis entre les ménages. Il s'agit de transferts monétaires uniquement. Les transferts en nature en sont exclus. Les héritages et donations sont également hors champ des « transferts privés ».

La **dépense de consommation** des ménages correspond aux dépenses que les ménages supportent directement. Elle n'inclut pas la part des dépenses de santé, d'éducation, de logement, prise en charge par la collectivité. Elle inclut en revanche les **loyers imputés**. En effet, en

comptabilité nationale, on considère que les ménages propriétaires occupants sont producteurs d'un service de logement, dont ils sont les propres bénéficiaires. À ce titre, leur revenu et leur consommation sont augmentés de loyers imputés, qui correspondent aux loyers qui seraient acquittés dans le secteur locatif privé pour des logements de caractéristiques similaires.

Certaines **dépenses dites pré-engagées** sont réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme. Elles comprennent les dépenses liées au logement (loyers réels et imputés et autres frais liés : eau, gaz, électricité, ...), les frais de cantine, les services de télécommunications, assurances (hors assurance-vie) et services financiers. Le **revenu arbitral** correspond au revenu disponible après déduction des dépenses de consommation pré-engagées. Pour comparer le **niveau de vie** des ménages de tailles ou de compositions différentes, on utilise une mesure du revenu disponible corrigé par **unité de consommation (UC)** à l'aide d'une échelle d'équivalence. L'échelle utilisée retient la pondération suivante : 1 UC pour le premier adulte du ménage ; 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ; 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans. La part du revenu disponible qui n'est pas utilisée en dépense de consommation constitue l'épargne. Le **taux d'épargne** est le rapport entre l'épargne des ménages et le revenu disponible brut.

Les **ménages ordinaires** désignent les personnes qui vivent dans un logement indépendant et excluent donc celles vivant en collectivités (internats, foyers de jeunes travailleurs, maisons de retraite, prisons, ...).

Aller au-delà du ménage « moyen »

Le compte des ménages publié par les comptes nationaux présente les revenus, la consommation et l'épargne des ménages. Il permet de mesurer l'évolution de leur pouvoir d'achat, dans un cadre conceptuel harmonisé autorisant les comparaisons entre pays. Construit à un niveau macroéconomique, c'est-à-dire à un niveau agrégé sur l'ensemble des ménages, il permet d'appréhender la situation d'un ménage « moyen », sans fournir d'information sur les différences qui existent entre ménages. Ceci explique, en partie, le décalage existant entre l'évolution du pouvoir d'achat mesuré en moyenne par l'Insee et la perception qu'ont les ménages de leur niveau de vie (perception influencée par des situations personnelles par nature très diverses). C'est pourquoi plusieurs rapports (Moati-Rochefort, Quinet, Stiglitz) ont préconisé d'enrichir la statistique macroéconomique avec des indicateurs plus individualisés, mais cohérents avec le cadre global.

À l'Insee, les enquêtes auprès des ménages collectent des informations microéconomiques sur le revenu et la consommation qui permettent d'étudier les inégalités entre individus. Ces enquêtes peuvent conduire à des résultats qui s'écartent des grandeurs macroéconomiques. En effet, leur champ, celui des ménages ordinaires (*définitions*), est souvent plus restreint que celui de la comptabilité nationale ; par ailleurs, leurs mesures sont nécessairement entachées d'une certaine incertitude : elles proviennent

d'enquêtes par sondage et les sous-déclarations, voire les non-déclarations des ménages, font l'objet de procédures de correction.

Associer approches macroéconomique et microéconomique

Les deux approches (macroéconomique et microéconomique) sont ici associées pour la première fois sur l'année 2003. L'objectif est de décomposer le revenu disponible et la dépense de consommation, tels qu'ils sont mesurés dans les comptes nationaux, selon différents critères socio-économiques : niveau de vie, composition du ménage, âge ou catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence. Ce travail mobilise cinq enquêtes (*sources*) menées à des rythmes différents (annuels ou tous les cinq ans). 2003 est l'année « médiane » la plus récente pour l'ensemble de ces enquêtes. L'étude porte sur les ménages ordinaires de métropole (i.e. hors DOM) qui correspondent au champ commun de ces cinq enquêtes.

Pour plus de détails sur la méthodologie et obtenir les résultats détaillés, consulter le thème « Comptes nationaux - Finances publiques », rubrique « Revenu, pouvoir d'achat et consommation des ménages », « Revenu, consommation et épargne par catégorie de ménages en 2003 » sur le site insee.fr.

Bibliographie

J. Accardo, V. Bellamy, G. Consalès, M. Fesseau, S. Le Laidier, É. Raynaud, « Les inégalités entre ménages dans les comptes nationaux - Une décomposition du compte des ménages », *L'économie française*, Insee Références, édition 2009.

V. Bellamy, G. Consalès, M. Fesseau, É. Raynaud, S. Le Laidier, « Une décomposition du compte des ménages par catégorie de ménages dans les comptes nationaux en 2003 », *Document de travail DESE* à paraître, novembre 2009.

S. Le Laidier, « Les transferts en nature atténuent les inégalités de revenus », *Insee Première* n°1264, novembre 2009.

INSEE PREMIERE figure dès sa parution sur le site Internet de l'Insee : www.insee.fr (rubrique Publications)

Pour vous abonner aux avis de parution : <http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=abonnements/liste-abonnements.htm>

BULLETIN D'ABONNEMENT A INSEE PREMIERE

À RETOURNER À : INSEE/CNGP, Service Abonnement - B.P. 402 - 80004 Amiens CEDEX 5

Tél. : 03 22 97 31 70

Fax : 03 22 97 31 73

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIERE - Tarif 2009

Abonnement annuel : r 74 e (France)

r 92 e (Étranger)

Nom ou raison sociale : _____ Activité : _____

Adresse : _____ Tél : _____

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : _____ •

Date : _____ Signature

Direction Générale :

18, Bd Adolphe-Pinard
75675 Paris cedex 14

Directeur de la publication :

Jean-Philippe Cotis

Rédacteur en chef :

Gilles Rotman

Rédacteurs :

L. Bellin, A.-C. Morin,

C. Perrel, C. Pfister

Maquette : Mireille Brunet

Impression : Jouve

Code Sage IP091265

ISSN 0997 - 3192

© INSEE 2009



INSEE
INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES
ÉCONOMIQUES